RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INPI
FRANCE

L'INPI a détecté des données personnelles dans ce document.
Un masquage de ces données a été réalisé

Je soussignée, Aude Pols, traductrice de l'anglais et du néerlandais vers le français assermentée par le tribunal d'Amsterdam ([redacted]) le [redacted] et inscrite au Registre des interprètes et traducteurs assermentés (Rbtv) du Bureau Wbtv / Raad voor Rechtsbijstand (Conseil de l'aide judiciaire des Pays-Bas) le [redacted] et le 29 mars 2017 sous le numéro 4940, certifie que le texte ci-joint libellé en français est la traduction fidèle et exacte du document en anglais qui m'a été soumis pour traduction.

Amsterdam, Pays-Bas, le 2 juillet 2024

La présente traduction *ne varietur* n'est valable que revêtue du cachet et de la signature du traducteur et associée au document d'origine qui lui a été présenté en l'état. L'ajout arbitraire de modifications ou de compléments dans le document d'origine ou dans la traduction est interdite et rend ces documents non valables. La falsification et l'utilisation de documents falsifiés est punissable.

• • •

I, Aude Pols, a qualified translator from the English and Dutch language into the French language and sworn in at the District Court of Amsterdam on November 12th 2012, and listed in the Dutch Register of Sworn Interpreters and Translators (Rbtv) on [redacted] 23rd 2012 [redacted] 7, under number 4940, declare that, to the best of my knowledge, the attached document in French is a full, true and accurate translation of the English source text.

Amsterdam, the Netherlands, 2nd July 2024

The sworn translation is only valid if it bears the stamp and signature of the translator and if the original document is attached to it. Changes or additions in either the source text or the translation are not allowed. Any changes will render these documents invalid. Forgery and the use of forged documents are liable to punishment.

[redacted]



ACTE DE DONATION

(*par M. B.M. Moock à titre de donateur, à ses enfants M. Th. Moock et M. E. Moock à titre de donataires*)

Ce jour, le [redacted] ont comparu devant moi, Jacobus Leendert Dirk Jan Maasland, notaire exerçant à Amsterdam, Pays-Bas :

1 M. **Bruno Max Moock**, né à [redacted] France, le [redacted] domicilié au [redacted] de nationalité [redacted] ni marié ni enregistré en tant que partenaire (**M. B.M. Moock**), agissant en la matière :

(a) pour son compte à titre privé (le **Donateur**) ;

(b) en tant que président de la gérance et gérant de catégorie A d'**ETHO**, une société à responsabilité limitéede droit luxembourgeois dont le siège sociale est sis à Hostert, Grand-Duché de Luxembourg et l'adresse est 10B Chaussée St Martin, L-6989 Hostert, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B213876 (**ETHO**), autorisé à représenter ETHO, comme en témoigne le procès-verbal d'une assemblée de la gérance en date du vingt-sept mai deux mille vingt-quatre, dont un exemplaire sera joint au présent acte (***Annexe I***) ; et

(c) à titre de représentant habilité par écrit de la mère de son enfant, Mme Nadia Dubner, née à Santa Fe, [redacted] le dix-sept novembre mille neuf-cent septante-neuf, domiciliée à [redacted] de nationalité [redacted] ni mariée ni enregistrée comme partenaire (**Mme N. Dubner**),
Le Donateur et Mme N. Dubner conjointement en tant que parents agissant à titre de représentants légaux de leur enfant mineur :
M. **Ethan Moock**, né à [redacted] France, le [redacted] domicilié à [redacted] de nationalité [redacted] et [redacted] (**Donataire II**) ; et

2 M. **Thomas Moock**, né à [redacted] France, le [redacted] domicilié au 10B Chaussée St Martin, L-6989 Hostert, Grand-Duché de Luxembourg, de nationalité [redacted] et luxembourgeoise (**Donataire I**).

Le Donataire I et le Donataire II sont conjointement désignés ci-après : **Les Donataires** et chacun d'eux individuellement le **Donataire**.

Le Donateur et les Donataires sont conjointement désignés ci-après : Les **Parties** et chacun d'eux individuellement la **Partie**.

Procuration

L'habilitation de M. B.M. Moock par Mme N. Dubner est attestée par une procuration écrite, dont une copie sera annexée au présent acte (***Annexe II***).

Les comparants, agissant comme indiqué, ont déclaré ce qui suit :

CONSIDÉRANT QUE

(A) Le Donateur est titulaire de vingt-cinq mille cinq cent quatre-vingt-six (25 586) parts sociales dans le capital d'ETHO, chacune ayant une valeur nominale de mille euros (1000 €), numérotées de 1 à 25 586.

(B) Le Donateur détient une créance à l'encontre d'ETHO en vertu d'une avance consentie à la date du présent acte sur le montant principal de sept cent mille euros (700 000 €) (**Créance**).

(C) Le Donateur souhaite donner et transférer au Donataire I :

(i) la nue-propriété de douze mille sept cent nonante-deux (12 792) parts sociales dans le capital d'ETHO, chacune ayant une valeur nominale de mille euros (1000 €), numérotées respectivement de 2 à 12 469 inclus et numérotées de 12 471 à 12 794 inclus (**Parts I**) ; et

(ii) une partie de tous ses droits, titres et obligations en vertu de la Créance, sur le montant principal de trois cent cinquante mille euros (350 000 €) (**Créance I**),

considérant que le Donataire I souhaite accepter lesdites donations de la part du Donateur selon les termes et conditions énoncés dans le présent acte de donation.

(D) Le Donateur souhaite donner et transférer au Donataire II :

(i) la nue-propriété de douze mille sept cent nonante-deux (12 792) parts sociales dans le capital d'ETHO, chacune ayant une valeur nominale de mille euros (1000 €), numérotées de 12 795 à 25 586 inclus (**Parts II**) ; et

(ii) une partie de tous ses droits, titres et obligations en vertu de la Créance, sur le montant principal de trois cent cinquante mille euros (350 000 €) (**Créance II**),

considérant que le Donataire II souhaite accepter lesdites donations de la part du Donateur selon les termes et conditions énoncés dans le présent acte de donation.

La Parts I et les Parts II sont conjointement désignées ci-après : les **Parts**.

1 Donation. Transfert.

1.1 Par la présente, le Donateur donne et transfère au Donataire I :

(i) la nue-propriété des Parts I, sous réserve du droit d'usufruit du Donateur ; et

(ii) le droit intégral à la Créance I, soumis à la condition qu'un tel montant sera utilisé par le Donataire I pour l'acquisition, la construction et/ou la rénovation d'un premier bien immobilier résidentiel, et le montant de la Créance I sera récupérable par le Donataire I contre ETHO exclusivement si cette condition est remplie,

donations et transferts que le Donataire I accepte par les présentes dans les

termes et conditions énoncés dans le présent acte de donation.
Les Parts I et la Créance I sont conjointement désignées ci-après : les **Actifs donnés I**.
Les donations effectuées dans le présent Article 1.1 sont ci-après désignées : **Donation I**.

1.2 Par la présente, le Donateur donne et transfère au Donataire II :
(i) la nue-propriété des Parts II, sous réserve du droit d'usufruit du Donateur ; et
(ii) le droit intégral à la Créance II, soumis à la condition qu'un tel montant sera utilisé par le Donataire I pour l'acquisition, la construction et/ou la rénovation d'un premier bien immobilier résidentiel, et le montant de la Créance II sera récupérable par le Donataire II contre ETHO exclusivement si cette condition est remplie,
donations et transferts que le Donataire II accepte par les présentes dans les termes et conditions énoncés dans le présent acte de donation.
Les Parts II et la Créance II sont conjointement désignées ci-après les **Actifs donnés II**.
Les Actifs donnés I et les Actifs donnés II sont conjointement désignés ci-après : les **Actifs donnés**.
Les donations effectuées dans le présent Article 1.2 sont ci-après désignées : **Donation II.**
La Donation I et la Donation II sont conjointement désignées ci-après : les **Donations** et chacune individuellement : la **Donation**.

1.3 Le trente et un décembre deux mille vingt-trois, les Parts sont évaluées par les Parties à un montant total de quarante-deux millions quatre cent cinquante-trois mille neuf cent cinquante-neuf euros et septante-neuf centimes d'euro (42 453 959,79 €), et la donation de la nue-propriété des Parts est évaluée par les Parties à un montant de vingt-cinq millions quatre cent septante-deux mille trois cent septante-six euros (25 472 376 €). Un rapport d'évaluation sera joint au présent acte (***Annexe III***).

1.4 Le Donateur, en tant qu'associé unique d'ETHO, confirme que les Parts I et Les Parts II sont librement transférables au Donataire I et au Donataire II en vertu des statuts d' ETHO et de la loi luxembourgeoise du dix août mille neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales.

1.5 Le Donateur et les Donataires notifient par les présentes à ETHO la donation et le transfert susmentionnés des Parts, aux fins de l'article 710-12 de la loi luxembourgeoise du dix août mille neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales et de l'article 1690 du Code civil luxembourgeois.
ETHO reconnaît la donation et le transfert des Parts sociales par le Donateur aux Donataires.

1.6 Le Donateur et les Donataires habilitent et autorisent par la présente tous les gérants d'ETHO, chacun agissant individuellement, à, en leur nom et pour leur compte :
(i) procéder à l'inscription du transfert des Parts en vertu du présent acte dans le registre des parts sociales d'ETHO et à signer le registre des

parts d'ETHO conformément à l'article 710-8 de la loi luxembourgeoise du [redacted] concernant les sociétés commerciales ;

(ii) déposer un avis de transfert des Parts auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg et à publier cet avis au *Recueil électronique des sociétés et associations*, conformément aux dispositions applicables de la loi luxembourgeoise du [redacted] relative au registre de commerce et des sociétés et aux comptes annuels des entreprises, afin de rendre le transfert des Parts opposable aux tiers ; et

(iii) accomplir toute opération ou tout acte susceptible d'être nécessaire ou utile à l'exécution et à la signature du présent acte en rapport avec le transfert des Parts.

1.7 Si, par la signature du présent acte, le transfert des Actifs donnés aux Donataires et/ou la constitution des Droits d'usufruit du Donateur, ne sont pas entièrement réalisé(s), le transfert, respectivement l'établissement des droits prendra effet dans toute sa portée économique.

1.8 À compter de ce jour, les Parts I et la Créance I sont aux risques et périls du Donataire I, sans préjudice du droit d'usufruit du Donateur sur les Parts I.

1.9 À compter de ce jour, les Parts II et la Créance II sont aux risques et périls du Donataire II, sans préjudice du droit d'usufruit du Donateur sur les Parts II.

2 Droit d'usufruit.

2.1 Le droit d'usufruit sur les Parts au profit du Donateur est constitué par le présent acte (**Droit d'usufruit**).

2.2 Les Donataires approuvent la constitution du Droit d'usufruit.

2.3 Par la présente, le Donateur et les Donataires notifient à ETHO la constitution du Droit d'usufruit aux fins de l'Article 1852bis de la loi luxembourgeoise du [redacted] sur les sociétés commerciales et à l'article 1690 du Code civil luxembourgeois. ETHO reconnaît la constitution du Droit d'usufruit.

2.4 Le Donateur déclare par la présente aux Donataires que toutes les conditions et formalités relatives à la donation et à l'établissement du Droit d'usufruit, aux fins de l'Article 1852bis de la loi luxembourgeoise du [redacted] sur les sociétés commerciales et de l'article 1690 du Code civil luxembourgeois, sont remplies.

2.5 Le Donateur et les Donataires habilitent et autorisent par la présente chaque gérant d' ETHO, agissant individuellement, à, en leur nom et pour leur compte :

(a) procéder à l'inscription du Droit d'usufruit dans le registre des parts d'ETHO et à signer le registre des parts d'ETHO ; et à

(b) effectuer toute opération ou tout acte qui pourrait être nécessaire ou utile à l'accomplissement et à la signature du présent acte en relation avec la constitution du Droit d'usufruit (mise à jour du registre des bénéficiaires effectifs).

2.6 Les Donataires déclarent par les présentes au Donateur que toutes autres formalités ou opérations requises pour la constitution du Droit d'usufruit, en

vertu des règles légales régissant selon le droit international privé néerlandais la constitution du Droit d'usufruit ou en vertu de toutes autres règles applicables à ETHO ou aux Parts, seront effectuées sans délai. Les Donataires coopéreront pleinement, dans la mesure où cela s'avère nécessaire, aux fins de constituer le Droit d'usufruit.

2.7 Si, par la signature du présent acte, la constitution du Droit d'usufruit n'est pas entièrement réalisée, elle prendra effet dans sa portée économique, par le présent acte, à compter de ce jour.

2.8 Les dispositions suivantes s'appliquent au Droit d'usufruit :

(a) Le Droit l'usufruit prend fin au décès du Donateur (le Donateur est ci-après désigné : l'**Usufruitier**).

(b) L'Usufruitier est chargé d'administrer les actifs soumis à l'usufruit.

(c) L'Usufruitier est habilité à exercer les droits de vote et autres droits de contrôle portant sur les parts et autres actifs soumis au Droit d'usufruit. L'Usufruitier exerce les droits rattachés à ces parts aux fins d'assister aux assemblées et y prendre la parole.
En outre, l'Usufruitier bénéficie des droits que la loi accorde aux détenteurs de parts émises par une société à responsabilité limitée luxembourgeoise.

(d) L'Usufruitier est dispensé de l'obligation de constituer des garanties au profit du titulaire ou des titulaires de la nue-propriété dans le cadre de l'exécution de ses (ou de leurs) obligations.

(e) Le Droit d'usufruit est librement transférable conformément à l'Article 595 du Code civil luxembourgeois, sous réserve de restrictions éventuelles en vertu des statuts d'ETHO. Chaque Donataire consent irrévocablement à tout transfert d'une partie ou de l'intégralité du Droit d'usufruit et s'engage à signer l'ensemble des résolutions, avis, contrats et autres documents nécessaires ou utiles à la réalisation du transfert d'une partie ou de l'intégralité du Droit d'usufruit par le Donateur ou un bénéficiaire du Donateur.

(f) Chaque année avant le premier avril, la première fois étant avant le [redacted] ou toute date ultérieure lorsque les comptes annuels d'ETHO seront disponibles, l'Usufruitier peut envoyer aux Donataires les comptes annuels d' ETHO.

(g) l'Usufruitier est habilité à recevoir tous les bénéfices des Parts qui sont générés ou dus pendant la durée du Droit d'usufruit.

(h) Les avantages résultant des Parts seront considérés comme (et l'Usufruitier y aura pleinement droit) des produits provenant de ces parts, comme les dividendes, conformément aux statuts d'ETHO et à la loi luxembourgeoise.

(i) Les Donataires ne peuvent céder, transférer, engager ni grever de toute autre manière leur nue-propriété des Parts sans le consentement préalable par écrit du Donateur, pour l'intégralité de la durée du Droit d'usufruit.

(j) Tous les droits qui ne sont pas considérés comme des avantages,

conformément aux dispositions ci-dessus, reviennent aux biens soumis au Droit d'usufruit.

3 Garanties

3.1 Le Donateur garantit aux Donataires l'exactitude, à ce jour, des faits suivants :

(a) ETHO est une personne morale dûment constituée et existant en vertu du droit luxembourgeois ;

(b) ETHO est actuellement inscrite au Registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B213876 ; les informations concernant ETHO, qui est inscrite dans ce registre, sont correctes et complètes ;

(c) ETHO ne fait pas l'objet de mesures impliquant l'intervention d'une autorité administrative ou judiciaire, destinées à préserver ou rétablir la situation financière et qui affectent des droits préexistants de tiers, y compris les mesures impliquant un moratoire, un sursis de paiement, une réorganisation judiciaire, une suspension des mesures d'exécution, une réorganisation ou une réduction de créances, ainsi que toute procédure similaire engagée au Luxembourg ou à l'étranger et affectant d'une manière générale les droits de créanciers ;

(d) ETHO ne fait pas l'objet d'une procédure collective concernant la réalisation des actifs et la répartition du produit entre les créanciers ou associés, qui implique l'intervention d'une autorité administrative ou judiciaire, y compris une procédure de faillite et une procédure collective clôturée par un concordat ou une autre mesure analogue, qu'elle soit ou non fondée sur une insolvabilité et indépendamment de son caractère volontaire ou obligatoire, ainsi que toute procédure similaire engagée au Luxembourg ou à l'étranger et affectant d'une manière générale les droits de créanciers ;

(e) le capital social émis d'ETHO se compose :

(i) des Parts ; et

(ii) de deux (2) parts ordinaires ayant une valeur nominale de mille (1 000 €) chacune, numérotées respectivement 1 et 12 470, détenues par le Donateur,

parts qui ont toutes été entièrement libérées ; personne ne détient de droits (y compris, mais sans s'y limiter, des options et des titres de créance convertibles en parts), conditionnels ou inconditionnels, à l'encontre d'ETHO pour souscrire ou acquérir autrement des parts dans le capital d'ETHO ;

(f) le Donateur a pleinement le droit de disposer des Parts non grevé de conditions ou de charges et il est pleinement autorisé à donner les Parts aux Donataires ;

(g) les Parts ne sont pas subordonnées à des droits de tiers, ni à des obligations de transfert à des tiers ou des demandes fondées sur un contrat de quelque nature que ce soit ;

(h) le Donateur, représentant l'intégralité du capital social émis d'ETHO, a approuvé les opérations, y compris dans le présent acte de donation en sa qualité d'associé unique d'ETHO ;

(i) le Donateur est l'unique propriétaire de la Créance ;

(j) il n'existe pas d'hypothèque, de gage, de charge, d'option, de privilège, de charges ou d'autre sûreté, ni de droit de préemption, ni d'autre droit de tiers en vertu duquel une personne pourrait être autorisée à exiger que la Créance lui soit transférée, ni aucune autre restriction à la donation de la Créance aux Donataires, respectivement ; et

(k) la Créance ne fait pas l'objet d'un litige ou d'une réclamation.

3.2 Le Donateur garantit également aux Donataires que :

(a) si et dans la mesure où la donation et le transfert de la nue-propriété des Parts requièrent l'approbation ou le consentement d'ETHO ou de toute personne physique ou morale liée à ETHO ou de toute tierce partie, cette approbation ou ce consentement ont été obtenus ;

(b) les formalités et opérations visées à l'Article 1 n'ayant pas encore été effectuées, le Donateur garantit aux Donataires que les garanties incluses dans le présent Article 3 resteront correctes jusqu'à ce que ces formalités et opérations aient été effectuées ;

(c) l'attribution et la donation de la Créance au bénéfice des Donataires détenue par le Donateur contre ETHO a été acceptée conformément à l'article 1690 du Code civil Luxembourgeois.

3.3 Le Donateur déclare que, conformément aux statuts d'ETHO, il n'existe pas de restrictions au transfert de Parts envisagé par le présent acte.

3.4 Le Donateur déclare par la présente aux Donataires que :

(a) la Donation, qualifiée en vertu du Code civil luxembourgeois de donation-partage au sens des Articles 1075 *et sequentia* du Code civil luxembourgeois, s'effectue expressément par préciput et hors part et, par conséquent, elle ne peut être considérée vis-à-vis des Donataires comme un avancement d'hoirie déductible de leur réserve légale ; et

(b) il est expressément déclaré que la présente Donation s'effectue par dispense de rapport conformément à l'article 843 du Code civil luxembourgeois.

3.5 Les Donataires, par leur signature au présent acte, reconnaissent et consentent pleinement à toutes les déclarations énoncées dans le présent Article 3.

4 Clause d'exclusion.

4.1 Les Actifs respectifs donnés ne seront ni inclus dans une quelconque communauté de biens (matrimoniale) à laquelle le Donataire pourrait avoir droit à tout moment, ni dans une quelconque clause de compensation basée sur un contrat de mariage, un contrat de cohabitation ou des conditions de partenariat à conclure par le Donataire.

Cette clause d'exclusion s'applique également à tout ce qui a remplacé les Actifs donnés par substitution de biens. En cas de sinistre, tout ce qui sera perçu à ce titre remplacera le sinistre par voie de substitution de biens.

4.2 Si le bien exclu a été consommé au profit d'un ménage commun du Donataire et de son conjoint ou partenaire, le Donataire n'aura aucun droit au remboursement.

5 **Condition résolutoire**

5.1 Les donations sont faites sous réserve des conditions résolutoires suivantes :

(a) un Donataire décède sans laisser de descendant(s) ; ou

(b) si le Donateur est encore en vie, et seulement pour cette durée, un Donataire, en violation des clauses d'exclusion prévues à l'Article 4, inclut ses Actifs donnés dans une communauté (matrimoniale) de biens à laquelle il aura droit ou dans une clause de compensation basée sur un contrat de mariage, un contrat de cohabitation ou des conditions de partenariat qu'il peut conclure et/ou s'il viole toute obligation prévue à l'Article 4.

Chacune des conditions résolutoires prévues à l'Article 5.1 sous (a) et (b) est désignée ci-après comme une « **Condition résolutoire** ».

5.2 Si la Condition résolutoire prévue à l'Article 5.1 sous (a) est remplie, les Actifs donnés du Donataire respectif seront rapidement transférés à l'autre Donataire, conformément à l'article 897 et aux articles 1048 et suivants du Code civil luxembourgeois, sous réserve de la restitution des Actifs donnés aux descendants au premier degré (nés ou à naître) du Donataire survivant. Nonobstant ce qui précède, et dans le cas où les deux Donataires meurent sans laisser de descendants, le Donateur aura droit à la restitution des Actifs donnés conformément à l'article 951 du Code civil luxembourgeois.

5.3 Si la Condition résolutoire prévue à l'Article 5.1 sous (b) est remplie, le Donateur se réserve un droit de restitution des Actifs donnés conformément à l'article 953 du Code civil luxembourgeois. Le droit de restitution en vertu de cette disposition est autonome pour chaque Donataire, de sorte que seule la part des Actifs donnés appartenant au Donataire décédé reviendrait au Donateur, tandis que le Donataire survivant conserverait sa part des actifs donnés.

Par dérogation à l'article 956 du Code civil luxembourgeois, il est mutuellement reconnu et convenu entre les Parties aux présentes que le droit de révocation pour inexécution des obligations par le Donateur ou une autre personne habilitée à exercer le droit de restitution en notifiant par écrit la révocation au Donataire concerné, tel que spécifié dans la présente clause, s'appliquera de plein droit, sans recours préalable à une procédure judiciaire.

5.4 Si la Condition résolutoire prévue à l'Article 5.1 sous (a) est remplie, et dans le cas où l'Article 5.2 précédent ne s'applique pas en raison du décès des deux Donataires et du Donateur, en l'absence d'autres descendants au premier degré des deux Donataires et du Donateur, conformément aux Articles 953 et suivants du Code civil luxembourgeois, le droit de restitution sera transféré aux successeurs légaux du Donateur, dans la mesure où ladite disposition est autorisée par le droit applicable, et le reste des Actifs donnés sera transféré aux personnes suivantes, classées par ordre de priorité décroissante, en tant que successeur(s) légal ou légaux du Donateur :

(a) aux frères du Donateur : M. **Patrick Moock**, né à [redacted] le [redacted] (**Patrick Moock**) et M. **Philippe Moock**, né à [redacted] le [redacted]

cent cinquante-huit (**Philippe Moock**), et en leur absence :

(b) aux enfants de Patrick Moock et de Philippe Moock.

Il est convenu que le présent sous-article 5.4 est autonome par rapport aux autres sous-articles du présent Article 5, et qu'en cas d'invalidité en vertu de la loi applicable, il sera considéré comme n'ayant pas été écrit, et les Actifs donnés, dans la mesure où l'Article 5.2 est inapplicable en raison du décès des Donataires et du Donateur, chacun sans descendants au premier degré, feront partie de la succession en vertu de la loi applicable de la Partie concernée.

La Condition résolutoire s'applique également à tout ce qui a remplacé les Actifs donnés par substitution de biens. En cas de procédure, tout ce qui sera perçu à ce titre remplacera la procédure par voie de substitution de biens.

5.5 Les Donataires accordent par la présente une procuration irrévocable au Donateur, et en son absence à Patrick Moock, avec pouvoir de substitution, pour effectuer ledit transfert.

6 Administration fiduciaire

6.1 Début et fin de l'administration fiduciaire

Le Donateur place les Actifs donnés II du Donataire II sous administration fiduciaire (en néerlandais : *Bewind*) conformément à l'article 7:182 du Code civil néerlandais.

L'administration fiduciaire commence au moment de la signature de cet acte et prend fin :

(a) dans les situations spécifiées par la loi néerlandaise ; et

(b) au moment où le Donataire II atteint l'âge de dix-huit (18) ans ou décède avant d'avoir atteint cet âge.

L'administration fiduciaire prend également fin si et dans la mesure où l'administrateur fiduciaire met fin à (une partie de) l'administration fiduciaire, parce qu'il estime que le Donataire II sera en mesure de gérer et d'administrer lui-même les Actifs donnés II de manière responsable.

La résiliation doit être faite par écrit en respectant un délai d'un (1) mois. La résiliation doit être adressée aux représentants légaux du Donataire II.

L'administration fiduciaire est instituée dans l'intérêt du Donataire II.

Par la présente, il est déclaré et confirmé que toutes les autorisations et tous les consentements nécessaires aux fins de l'administration fiduciaire telle qu'elle est prévue dans le présent Article 5.2 ont été obtenus, notamment en vertu de cet article Article 6.1 du présent acte. .

6.2 Administration fiduciaire

Le Donateur est l'administrateur fiduciaire de l'administration fiduciaire instituée à l'Article 6.1.

Au cas où le Donateur ne pourrait pas continuer à exercer ses fonctions d'administrateur fiduciaire, Patrick Moock exercera les fonctions d'administrateur fiduciaire dans le cadre de l'administration fiduciaire.

Le Donateur accepte par la présente sa nomination en tant qu'administrateur fiduciaire.

L'administrateur fiduciaire a le droit de nommer un administrateur fiduciaire supplémentaire ou un administrateur fiduciaire remplaçant. Ce droit doit être

exercé par le biais d'un acte notarié à signer à cet effet.
Si le Donateur et Patrick Moock ne sont pas en mesure de continuer à exercer les fonctions d'administrateur fiduciaire, Mme N. Dubner exercera les fonctions d'administrateur fiduciaire dans le cadre de l'administration fiduciaire.
Si un administrateur fiduciaire est absent sans qu'une substitution ait été prévue, le juge du tribunal de proximité (en néerlandais : *kantonrechter*) sera autorisé à nommer un remplaçant à la demande de toute partie y ayant un intérêt.

6.3 Pouvoir d'administration et de disposition

La gestion des biens soumis à l'administration fiduciaire est confiée exclusivement à l'administrateur fiduciaire. Il est notamment libre de décider du mode d'investissement ou de réinvestissement des biens soumis à l'administration fiduciaire et est autorisé à recouvrer les dettes de manière indépendante.
L'administrateur fiduciaire est autorisé à disposer des biens soumis à l'administration fiduciaire sans avoir besoin de la coopération, de la permission, de l'autorisation ou de l'approbation du Donataire II, de son (ses) représentant(s) légal(aux) ou d'autres personnes pour ce faire.
L'administrateur fiduciaire peut également agir comme sa propre contrepartie.

6.4 Droits de vote et autres droits de contrôle

Les droits de vote et autres droits de contrôle et de nomination attachés aux parts sociales ou autres biens soumis à l'administration fiduciaire sont exercés exclusivement par l'administrateur fiduciaire.

6.5 Distribution des fruits et du capital

L'administrateur fiduciaire est autorisé à distribuer le solde des fruits au Donataire II. Le reste des fruits sera ajouté au patrimoine sous administration fiduciaire.
L'administrateur fiduciaire est autorisé à mettre le patrimoine sous administration fiduciaire à la disposition du Donataire II.
L'administrateur fiduciaire détermine si et quand une distribution de fruits ou de capital dans l'intérêt du Donataire II est raisonnable et souhaitable.

6.6 Coûts et rémunération de l'administrateur fiduciaire

L'administrateur fiduciaire ne reçoit pas de rémunération pour son travail d'administrateur fiduciaire.
L'administrateur fiduciaire est remboursé des dépenses qu'il a engagées sur les actifs gérés par l'administrateur fiduciaire.

6.7 Obligations de l'administrateur fiduciaire

(a) L'administrateur fiduciaire doit administrer le patrimoine sous administration fiduciaire séparément des autres biens du Donataire II.
(b) L'administrateur fiduciaire doit rendre compte chaque année au Donataire II de la gestion qu'il a effectuée au cours de l'année civile écoulée. À la fin de la gestion fiduciaire, l'administrateur fiduciaire doit également rendre compte au Donataire II.
(c) L'administrateur fiduciaire est exempté de l'obligation de fournir des garanties.

(d) L'administrateur fiduciaire n'est pas tenu d'enregistrer l'administration fiduciaire et sa nomination dans les registres visés par la loi [redacted] à condition qu'il enregistre l'administration fiduciaire et sa nomination dans le registre des associés de la Société.

6.8 Inventaire

L'inventaire des biens soumis à l'administration fiduciaire au début de l'administration fiduciaire est contenu dans le présent acte.

6.9 Procuration

Afin de poursuivre l'administration fiduciaire des Actifs donnés II, Mme N. Dubner a nommé le Donateur et Patrick Moock comme son mandataire spécial, de manière irrévocable, pour agir en son nom et pour son compte avec plein pouvoir de substitution et de subdélégation, et chacun d'entre eux est autorisé et a été instruit pour agir en tant qu'administrateur de biens pour le compte de Mme N. Dubner en sa qualité de représentante légale conjointe et de détentrice de l'autorité parentale avec le Donateur sur Ethan pour administrer les Actifs donnés II conformément aux termes et conditions de cette administration fiduciaire et comme stipulé dans la procuration. Le Donateur et Patrick Moock ont également signé la procuration. Une copie de la procuration irrévocable est jointe au présent acte (***Annexe IV***).

7 Coûts. Exonération des droits de donation néerlandais. Taxes luxembourgeoises et françaises

7.1 Tous les frais liés à cet acte sont à la charge du Donateur.

7.2 Le Donateur n'ayant pas la nationalité [redacted] ne résidant pas aux Pays-Bas et n'ayant pas résidé aux Pays-Bas au cours de l'année précédant les Donations, aucun droit de donation néerlandais n'est dû en ce qui concerne les Donations.

7.3 Les Donations précédentes ne sont en principe soumises à aucun impôt et/ou droit d'enregistrement luxembourgeois. Tous les impôts et droits d'enregistrement luxembourgeois éventuellement applicables à la Donation sont intégralement à la charge du Donateur.

7.4 Les Donations précédentes sont soumises aux droits sur les donations en France en fonction de la situation des actifs sous-jacents détenus par ETHO (droits de mutation à titre gratuit). Les droits de mutation à titre gratuit éventuellement applicables à la Donation sont intégralement à la charge du Donateur.

8 Procuration

Le Donateur et les Donataires se donnent par la présente une procuration complète et irrévocable, et le Donateur et les Donataires donnent chacun par la présente une procuration complète et irrévocable à ETHO et à chaque membre de la gérance d'ETHO, à chacune de ces personnes physiques et morales séparément, avec le droit de substitution, pour effectuer toutes les formalités et transactions mentionnées dans le présent acte, y compris, mais sans s'y limiter, toutes les formalités et enregistrements requis en vertu de l'Article 7.3 du présent acte.

9 Litiges

9.1 Les Parties tenteront de bonne foi de résoudre rapidement par la négociation

(d) L'administrateur fiduciaire n'est pas tenu d'enregistrer l'administration fiduciaire et sa nomination dans les registres visés par la loi [redacted] à condition qu'il enregistre l'administration fiduciaire et sa nomination dans le registre des associés de la Société.

6.8 Inventaire

L'inventaire des biens soumis à l'administration fiduciaire au début de l'administration fiduciaire est contenu dans le présent acte.

6.9 Procuration

Afin de poursuivre l'administration fiduciaire des Actifs donnés II, Mme N. Dubner a nommé le Donateur et Patrick Moock comme son mandataire spécial, de manière irrévocable, pour agir en son nom et pour son compte avec plein pouvoir de substitution et de subdélégation, et chacun d'entre eux est autorisé et a été instruit pour agir en tant qu'administrateur de biens pour le compte de Mme N. Dubner en sa qualité de représentante légale conjointe et de détentrice de l'autorité parentale avec le Donateur sur Ethan pour administrer les Actifs donnés II conformément aux termes et conditions de cette administration fiduciaire et comme stipulé dans la procuration. Le Donateur et Patrick Moock ont également signé la procuration. Une copie de la procuration irrévocable est jointe au présent acte (***Annexe IV***).

7 Coûts. Exonération des droits de donation néerlandais. Taxes luxembourgeoises et françaises

7.1 Tous les frais liés à cet acte sont à la charge du Donateur.

7.2 Le Donateur n'ayant pas la nationalité [redacted] ne résidant pas aux Pays-Bas et n'ayant pas résidé aux Pays-Bas au cours de l'année précédant les Donations, aucun droit de donation néerlandais n'est dû en ce qui concerne les Donations.

7.3 Les Donations précédentes ne sont en principe soumises à aucun impôt et/ou droit d'enregistrement luxembourgeois. Tous les impôts et droits d'enregistrement luxembourgeois éventuellement applicables à la Donation sont intégralement à la charge du Donateur.

7.4 Les Donations précédentes sont soumises aux droits sur les donations en France en fonction de la situation des actifs sous-jacents détenus par ETHO (droits de mutation à titre gratuit). Les droits de mutation à titre gratuit éventuellement applicables à la Donation sont intégralement à la charge du Donateur.

8 Procuration

Le Donateur et les Donataires se donnent par la présente une procuration complète et irrévocable, et le Donateur et les Donataires donnent chacun par la présente une procuration complète et irrévocable à ETHO et à chaque membre de la gérance d'ETHO, à chacune de ces personnes physiques et morales séparément, avec le droit de substitution, pour effectuer toutes les formalités et transactions mentionnées dans le présent acte, y compris, mais sans s'y limiter, toutes les formalités et enregistrements requis en vertu de l'Article 7.3 du présent acte.

9 Litiges

9.1 Les Parties tenteront de bonne foi de résoudre rapidement par la négociation

toute réclamation ou tout différend découlant des Donations ou s'y rapportant. En cas de réclamation ou de différend, les (représentants) des Parties se rencontrent au moins une fois et tentent de bonne foi de résoudre le différend. À cette fin, une Partie peut demander aux autres Parties de se réunir dans un délai de quinze (15) jours, à une date et en un lieu convenus d'un commun accord.

9.2 S'il est ou semble impossible de résoudre une réclamation ou un différend découlant des Donations ou s'y rapportant et/ou tout(e) autre réclamation ou différend en lien avec le présent acte de la manière prescrite à l'Article 9.1, ce litige sera soumis au tribunal compétent de Luxembourg-Ville (*tribunal d'arrondissement du Luxembourg*).

9.3 Sans préjudice de la disposition précédente de l'Article 9.2, s'il est ou s'avère impossible de résoudre une réclamation ou un différend résultant de l'administration fiduciaire ou s'y rapportant conformément à l'Article 5.2 du présent acte de la manière prévue à l'Article 9.1, ce litige sera soumis aux tribunaux compétents aux Pays-Bas.

10 Loi applicable

10.1 La forme du présent acte est régie par le droit néerlandais.

10.2 Les dispositions applicables aux Donations sont exclusivement régies et interprétées conformément au droit du Grand-Duché de Luxembourg, à condition que les dispositions applicables par rapport à l'administration fiduciaire conformément à l'Article 5.2 du présent Acte soient régies et interprétées conformément au droit néerlandais, le tout sans préjudice de toute disposition de loi contraignante applicable dans toute autre juridiction concernée.

10.3 Le transfert des Parts ainsi que la constitution du Droit d'usufruit sont exclusivement régis par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

10.4 Nonobstant ce qui précède, et dans le cas où le Donateur et/ou l'un des Donataires décéderait dans un lieu de résidence autre que le Grand-Duché de Luxembourg, les dispositions du présent acte découlant du droit successoral, y compris, mais sans s'y limiter, les dispositions de l'Article 5 du présent acte, doivent être interprétées conformément aux lois du pays de résidence de cette Partie, et le sens le plus proche de ces dispositions conformément à l'intention du Donateur sera appliqué afin de rendre ces dispositions exécutoires et valides.

11 Divisibilité

11.1 Si l'une des dispositions du présent acte, ou l'application de cette disposition à toute personne ou circonstance ou dans toute juridiction, est jugée invalide ou inapplicable dans quelque mesure que ce soit,

(a) le reste du présent acte n'en sera pas affecté, et chaque autre disposition du présent acte sera valide et exécutoire dans toute la mesure permise par la loi applicable :

(b) en ce qui concerne cette personne ou circonstance ou dans cette juridiction, cette disposition sera reformulée dans le sens le plus proche de ladite disposition à la lumière de l'intention des Parties d'être valide et

exécutoire dans toute la mesure permise par la loi ; et

(c) l'application de cette disposition à d'autres personnes ou circonstances ou dans d'autres juridictions n'en sera pas affectée.

11.2 Si une disposition s'avère invalide ou inapplicable, les Parties remplaceront la disposition invalide ou inapplicable par une nouvelle disposition valide, ayant un effet économique aussi proche que possible de la disposition invalide ou inapplicable.

Déclaration finale

Les comparants, agissant tel qu'indiqué, ont déclaré ce qui suit :

(a) reconnaître que ni Jacobus Leendert Dirk Jan Maasland, Notaire officiant à [redacted] ni son adjoint, substitut ou successeur en fonction (le **Notaire**), ni Loyens & Loeff N.V., une société publique de droit néerlandais, dont le siège social est sis à Rotterdam, Pays-Bas (**Loyens & Loeff N.V.**), n'ont été impliqués dans un quelconque conseil fiscal relatif aux actes juridiques exposés dans le présent acte ;

(b) reconnaître que ni le Notaire ni Loyens & Loeff N.V. n'ont été impliqués dans un quelconque conseil juridique relatif à une juridiction autre que les Pays-Bas en ce qui concerne les actes juridiques prévus dans le présent acte ; et

(c) garantir et exonérer le Notaire et Loyens & Loeff N.V. de toute responsabilité qui pourrait résulter du présent acte dans une autre juridiction que celle des Pays-Bas.

Fin

Les comparants sont connus de moi, notaire.

Le présent acte a été signé à [redacted] à la date indiquée au premier paragraphe du présent document.

Le contenu de l'acte a été indiqué et clarifié aux comparants.

Les comparants ont déclaré ne pas souhaiter une lecture complète de l'acte, avoir pris connaissance du contenu de l'acte en temps voulu avant sa signature et en accepter le contenu.

Après une lecture limitée, le présent acte a été signé par les comparants, puis par moi, notaire.

(signé).

POUR COPIE CONFORME
en tenant compte de l'acte de procédure
d'une erreur matérielle, tel que visé à l'article 45,
paragraphe 2, de la Loi néerlandaise sur les notaires, signé le 3 juillet 2024.

[Cachet du notaire J.L.D.J. Maasland] [signature]

LOYENS & LOEFF

MAAL/TWIS/WOUDI/5176816/40085195
#541103302-v8

DEED OF DONATION

(*by Mr B.M. Moock as donor, to his children Mr Th. Moock and Mr E. Moock as donees*)

This thirteenth day of June two thousand and twenty-four, there appeared before me, - Jacobus Leendert Dirk Jan Maasland, civil-law notary officiating in Amsterdam, the — Netherlands: ———

1 Mr **Bruno Max Moock**, born in [redacted], France, on the twelfth day of May — nineteen hundred and sixty, residing at [redacted] ——— [redacted], of French nationality, neither married nor registered as a partner (**Mr B.M. Moock**), in this respect acting: ———

(a) for himself in his private capacity (**Donor**); ———

(b) as president of the board of managers and category A manager of ——— **ETHO**, a private limited liability company (*société à responsabilité* ——— *limitée*), incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of - Luxembourg, having its official seat in Hostert, Grand-Duchy of ——— Luxembourg, and with address at 10B Chaussée St Martin, L-6989 ——— Hostert, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the trade and ——— companies register (*Registre de Commerce et des Sociétés de* ——— *Luxembourg*) in the Grand-Duchy of Luxembourg under number ——— B213876 (**ETHO**), authorised to represent ETHO, as evidenced by the — minutes of a board meeting of the twenty-seventh day of May two ——— thousand and twenty-four, a copy of which shall be attached to this deed - (***Annex I***); and ———

(c) as authorized representative in writing of the mother of his child, ——— Ms Nadia Dubner, born in [redacted] Argentina on the seventeenth day of November nineteen hundred and seventy-nine, residing at ——— [redacted] of Argentinian nationality, neither married nor registered as a partner (**Ms N. Dubner**), ——— the Donor and Ms N. Dubner together as parents acting as legal ——— representatives of their minor child: ——— Mr **Ethan Moock**, born in [redacted] France, on the sixteenth day of — August two thousand and seven, residing at Lapri[redacted] - Fe 3000, Argentina, of French and Argentinian nationality (**Donee II**); and

2 Mr **Thomas Moock**, born in [redacted], France, on the first day of October — nineteen hundred and ninety-six, residing at 10B Chaussée St Martin, L-6989 —

Hostert, Grand-Duchy of Luxembourg, of French and Luxembourg nationality, neither married nor registered as a partner (**Donee I**).

The Donee I and the Donee II are hereafter jointly referred to as: **Donees** and individually as: a **Donee**.

The Donor and the Donees are hereafter jointly referred to as: **Parties** and each of them individually as a **Party**.

Powers of attorney

The authorisation of Mr B.M. Moock by Ms N. Dubner is evidenced by a written power of attorney, a copy of which shall be attached to this deed (***Annex II***).

The persons appearing, acting as stated, declared the following:

WHEREAS

(A) The Donor holds twenty-five thousand five hundred and eighty-six (25,586) ordinary shares in the capital of ETHO, with a nominal value of one thousand euro (EUR 1,000) each, numbered 1 up to and including 25,586.

(B) The Donor holds a receivable against ETHO under an advance made on the date of the present deed in the principal amount of seven hundred thousand euros (EUR 700,000) (**Receivable**).

(C) The Donor wishes to donate and transfer to the Donee I:

(i) the bare ownership of twelve thousand seven hundred and ninety-two (12,792) ordinary shares in the capital of ETHO, with a nominal value of one thousand euro (EUR 1,000) each, numbered respectively 2 up to and including 12,469 and numbered 12,471 up to and including 12,794 (**Shares I**); and

(ii) a portion of all his rights, title and obligation under the Receivable, in the principal amount of three hundred and fifty thousand euros (EUR 350,000) (**Receivable I**),

whereas Donee I wishes to accept such donations from the Donor under the terms and conditions set out in this deed of donation.

(D) The Donor wishes to donate and transfer to the Donee II:

(i) the bare ownership of twelve thousand seven hundred and ninety-two (12,792) ordinary shares in the capital of ETHO, with a nominal value of one thousand euro (EUR 1,000) each, numbered 12,795 up to and including 25,586 (**Shares II**); and

(ii) a portion of all his rights, title and obligation under the Receivable, in the principal amount of three hundred and fifty thousand euros (EUR 350,000) (**Receivable II**),

whereas Donee II wishes to accept such donations from the Donor under the terms and conditions set out in this deed of donation.

The Shares I and the Shares II are hereafter jointly referred to as: **Shares**.

1 Donation. Transfer.

1.1 The Donor hereby donates and transfers to the Donee I:

(i) the bare ownership of the Shares I, subject to the right of usufruct of the Donor; and

(ii) the full entitlement to the Receivable I, subject to the condition that such amount will be used by Donee I for the acquisition, construction and/or

renovation of his first residential real estate property, and the amount of the Receivable I will be recoverable by Donee I against ETHO exclusively if such condition is fulfilled,

which donations and transfers the Donee I hereby accepts under the terms and conditions set out in this deed of donation.

The Shares I and the Receivable I are hereafter jointly referred to as: the **Donated Assets I**.

The donations made in this Article 1.1 are hereafter referred to as: **Donation I**.

1.2 The Donor hereby donates and transfers to the Donee II:

(i) the bare ownership of the Shares II, subject to the right of usufruct of the Donor; and

(ii) the full entitlement to the Receivable II, subject to the condition that such amount will be used by Donee II for the acquisition, construction and/or renovation of his first residential real estate property, and the amount of the Receivable II will be recoverable by Donee II against ETHO exclusively if such condition is fulfilled,

which donations and transfers the Donee II hereby accepts under the terms and conditions set out in this deed of donation.

The Shares II and the Receivable II are hereafter jointly referred to as the **Donated Assets II**.

The Donated Assets I and the Donated Assets II hereafter together referred to as: **Donated Assets**.

The donations made in this Article 1.2 are hereafter referred to as: **Donation II**.

The Donation I and the Donation II are hereafter jointly referred to as: **Donations** and each of these individually as: **Donation**.

1.3 As per the thirty-first day of December two thousand and twenty-three, the Shares are valued by the Parties at a total amount of fourty-two million four hundred fifty-three thousand nine hundred fifty-nine euros and seventy-nine eurocent (EUR 42,453,959.79), and the donation of the bare ownership of the Shares is valued by the parties at an amount of twenty-five million four hundred seventy-two thousand three hundred and seventy-six euros (EUR 25,472,376). A valuation report shall be attached to this deed (***Annex III***).

1.4 The Donor, being the sole shareholder of ETHO, confirms that the Shares I and the Shares II are freely transferable to the Donee I and the Donee II under the articles of association of ETHO and the Luxembourg law of the tenth day of August nineteen hundred and fifteen on commercial companies.

1.5 The Donor and the Donees hereby notify ETHO about the aforementioned donation and transfer of the Shares for the purpose of Article 710-12 of the Luxembourg law of the tenth day of August nineteen hundred and fifteen on commercial companies and Article 1690 of the Luxembourg Civil Code. ETHO acknowledges the donation and transfer of the Shares by the Donor to the Donees.

1.6 The Donor and the Donees hereby empower and authorise all managers of ETHO, each acting individually, to, in their name and on their behalf:

(i) proceed with the entry of the transfer of the Shares under this deed in the

share register of ETHO and to sign the share register of ETHO as required by Articles 710-8 of the Luxembourg law of the tenth day of August nineteen hundred and fifteen on commercial companies;

(ii) file a notice of the transfer of the Shares with the Luxembourg register of Commerce and Companies and publish such notice in the Electronic Register of Companies and Associations (*Recueil électronique des sociétés et associations*), in accordance with applicable provisions of the Luxembourg law of the nineteenth day of December two thousand and two on the trade companies register and the annual accounts of undertakings, in order to make the transfer of the Shares enforceable vis-à-vis third parties; and

(iii) perform any operation or act which might be necessary or useful for the performance and the execution of this deed in relation to the transfer of the Shares.

1.7 If, by the execution of this deed, the transfer of the Donated Assets to the Donees and/or the establishment of the Donor's rights of usufruct regarding the Shares are not fully effected, the transfer, respectively the establishment under this deed shall have effect to the fullest economic extent.

1.8 As of today, the Shares I and the Receivable I shall be for the risk and account of the Donee I, without prejudice to the Donor's right of usufruct over the Shares I.

1.9 As of today, the Shares II the Receivable II shall be for the risk and account of the Donee II, without prejudice to the Donor's right of usufruct over the Shares II.

2 Right of Usufruct.

2.1 The right of usufruct of the Shares for the benefit of the Donor is established by this deed (**Right of Usufruct**).

2.2 The Donees hereby approve the establishment of the Right of Usufruct.

2.3 The Donor and the Donees hereby notify ETHO about the establishment of the Right of Usufruct for the purpose of Article 1852bis of the Luxembourg law dated the tenth day of August nineteen hundred and fifteen on commercial companies and Article 1690 of the Luxembourg Civil Code. ETHO acknowledges the establishment of the Right of Usufruct.

2.4 The Donor hereby represents to the Donees that all conditions and formalities relating to the donation and establishment of the Right of Usufruct, for the purpose of Article 1852bis of the Luxembourg law dated the tenth day of August nineteen hundred and fifteen on commercial companies and Article 1690 of the Luxembourg Civil Code are satisfied.

2.5 The Donor and the Donees hereby empower and authorise each manager of ETHO, acting individually, to, in their name and on their behalf:

(a) proceed with the entry of the Right of Usufruct in the share register of ETHO and to sign the share register of ETHO; and

(b) perform any operation or act which might be necessary or useful for the performance and the execution of this deed in relation to the establishment of the Right of Usufruct (update of the register of beneficial

LOYENS & LOEFF

owners).

2.6 The Donees hereby represent to the Donor that any further formalities or transactions which, pursuant to rules of the law that according to Dutch private international law governs the establishment of the Right of Usufruct or other rules applicable to ETHO or the Shares, are required for the Right of Usufruct, shall be effected forthwith. The Donees shall, insofar as necessary, fully cooperate to effect the establishment of the Right of Usufruct.

2.7 If, by the execution of this deed, the establishment of the Right of Usufruct is not fully effected, the establishment of the Right of Usufruct by this deed shall have effect to the fullest economic extent as of today.

2.8 With regard to the Right of Usufruct the following provisions shall apply:

(a) The Right of Usufruct ends by the death of the Donor (the Donor is hereafter referred to as: the **Usufructuary**).

(b) The Usufructuary is entrusted with the administration of the assets subject to the usufruct.

(c) The Usufructuary shall be entitled to exercise the voting rights and other controlling rights of shares and other assets subject to the Right of Usufruct. The Usufructuary exercises the rights attached to those shares to attend meetings and to speak at these meetings. Furthermore, the Usufructuary shall be entitled to the rights that the law grants to holders of shares issued by a Luxembourg private limited liability company.

(d) The Usufructuary is exempted from the obligation to provide for security to the holder(s) of the bare ownership for the fulfilment of his (or their) obligations.

(e) The Right of Usufruct is freely transferable in accordance with Article 595 of the Luxembourg Civil Code, subject to possible restrictions under the articles of association of ETHO. Each Donee irrevocably consents to any transfer of all or part of the Right of Usufruct and undertakes to execute all resolutions, notices, agreements and other documents necessary or useful to perform a transfer of all or part of the Right of Usufruct by the Donor or a transferee of the Donor.

(f) Each year before the first day of April - for the first time before the first day of April two thousand and twenty-four or such later date when the annual accounts of ETHO are available - the Usufructuary can send to the Donees the annual accounts of ETHO.

(g) The Usufructuary shall be entitled to all benefits of the Shares which become separated or exigible during the term of the Right of Usufruct.

(h) Benefits from the Shares shall be considered to be (and the Usufructuary shall be fully entitled to) proceeds originating from these shares, such as dividend, in accordance with the articles of association of ETHO and Luxembourg law.

(i) The Donees cannot assign, transfer, pledge or otherwise encumber their bare ownership of the Shares without the prior written consent of the Donor, for the entire duration of the Right of Usufruct.

(j) All rights which are not considered to be benefits, in accordance with the provisions set forth above, accrue to the property subject to the Right of Usufruct.

3 Warrants

3.1 The Donor warrants to the Donees that, on this day, the following is correct:

(a) ETHO is a legal entity, duly incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg;

(b) ETHO is currently registered in the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B213876; the information regarding ETHO, which is registered in this register, is correct and complete;

(c) ETHO is not subject to any measures involving an intervention by the administrative or judicial authorities with a view to preserving or restoring the financial situation and which affect pre-existing rights of third parties, including measures involving a moratorium, suspension of payments (*sursis de paiement*), judicial restructuring (*réorganisation judiciaire*), comsuspension of enforcement measures, reorganisation or reduction of claims and any similar Luxembourg or foreign proceedings affecting the rights of creditors generally;

(d) ETHO is not subject to any collective proceedings concerning the realisation of the assets and distribution of the proceeds between the creditors or shareholders which involve an intervention by the administrative or judicial authorities, including bankruptcy proceedings (*faillite*) and collective proceedings which are terminated by composition or other analogous measure, whether or not they are founded on insolvency or are voluntary or compulsory, and any similar Luxembourg or foreign proceedings affecting the rights of creditors generally;

(e) the issued share capital of ETHO consists of:

(i) the Shares; and

(ii) two (2) ordinary shares with a nominal value of one thousand euro (EUR 1,000) each, numbered respectively 1 and 12,470, held by the Donor,

all of which shares have been fully paid in; no person holds any rights (including, but not limited to, options and debt instruments convertible into shares), conditional or unconditional, against ETHO to subscribe for or otherwise acquire shares in the capital of ETHO;

(f) the Donor has the full and unencumbered legal entitlement to the Shares and is fully authorized to donate the Shares to the Donees;

(g) the Shares are not subject to rights of third parties or obligations to transfer to third parties or claims based on contract of any nature;

(h) the Donor, representing the entire issued share capital of ETHO, has approved the transactions included in this deed of donation in his capacity as sole shareholder of ETHO;

(i) the Donor is the due and sole owner of the Receivable;

(j) there exist no mortgage, pledge, charge, option, lien, encumbrance or any other security interests nor any pre-emption rights, no other third

party rights by virtue of which any person may be entitled to demand the Receivable be transferred to him/her/it nor any other restriction on the donation of the Receivable to the Donees, respectively; and

(k) the Receivable is not the object of a dispute or claim.

3.2 The Donor also warrants to the Donees:

(a) if and insofar as it is a requirement for the donation and transfer of the bare ownership of the Shares, that the approval or consent of ETHO or of any individual or legal entity related to ETHO or of any third party is obtained, such approval or consent is obtained;

(b) as the formalities and transactions referred to in Article 1 are still to be effected, the Donor warrants to the Donees that the warranties included in this Article 3 shall remain correct until such time as these formalities and transactions have been effected; and

(c) the assignment and donation of the Receivable in favour of the Donees held by the Donor against ETHO has been accepted in accordance with article 1690 of the Luxembourg civil code.

3.3 The Donor declares that there exist in accordance with the articles of association of ETHO no restrictions to the transfer of Shares contemplated by this deed in.

3.4 The Donor hereby declares to the Donees that:

(a) the Donation, qualified under Luxembourg civil law as a donation-partage within the meaning of Articles 1075 *et sequentia* of the Luxembourg Civil Code, is expressly made by precipitation (*préciput*) and out of share (*hors part*), and consequently may not be considered vis-à-vis the Donees as an anticipation of inheritance (*avancement d'hoirie*) deductible from their share of the legal reserve; and

(b) it is hereby expressly declared that the present Donation is made by exemption of report (*dispense de rapport*) in accordance with Article 843 of the Luxembourg Civil Code.

3.5 The Donees, by virtue of their signature to this deed, acknowledge and fully consent to all of the declarations set forth in this Article 3.

4 Exclusion clause.

4.1 The respective Donated Assets shall neither be included in any (matrimonial) community of property to which the Donee may at any time be entitled, nor in any set-off clause based on a prenuptial agreement, cohabitation contract, or partnership conditions to be entered into by the Donee.
This exclusion clause also applies to any and all that has replaced the Donated Assets by substitution of property. In the event of a claim, anything that is collected in respect thereof will replace the claim by means of substitution of property.

4.2 If the excluded property has been consumed for the benefit of the joint household of the Donee and his spouse or partner, the Donee will not have any right to reimbursement.

5 Condition Subsequent

5.1 The Donations are made subject to the conditions subsequent that:

(a) a Donee dies without leaving one (1) or more descendants; or

(b) if the Donor is still alive, and only for this time period, a Donee, in breach of the exclusion clauses included in Article 4, includes his Donated Assets in a (matrimonial) community of property to which he becomes entitled or in a set-off clause based on a prenuptial agreement, cohabitation contract, or partnership conditions he/she may enter into and/or is in breach of any of the obligations provided for in Article 4.

Each of the conditions subsequent included in Article 5.1 under (a) and (b) is referred to hereafter as a "**Condition Subsequent**".

5.2 If the Condition Subsequent included in Article 5.1 under (a) is fulfilled, the Donated Assets of the respective Donee will be promptly transferred to the other Donee, in accordance with article 897 and articles 1048 and sequens of the Luxembourg civil code, subject to the condition of returning such Donated Assets to the first degree descendants (born or unborn) of the surviving Donee. Notwithstanding the foregoing, and in the event that both Donees die without leaving one or more descendants, the Donor shall be entitled to a right of return of the Donated Assets in accordance with article 951 of the Luxembourg Civil Code.

5.3 If the Condition Subsequent included in Article 5.1 under (b) is fulfilled, the Donor reserves a right of return of the respective Donated Assets in accordance with article 953 of the Luxembourg Civil Code. The right of return under this provision is autonomous for each Donee, whereby only the share of the Donated Assets belonging to the deceased Donee would revert to the Donor, while the surviving Donee would retain his share of the Donated Assets. By deviation from article 956 of the Luxembourg Civil Code, it is mutually acknowledged and agreed between the Parties herein that the right of revocation for non-fulfilment of obligations by the Donor or another person entitled to exercise the right of return giving written notice of the revocation to the relevant Donee, as specified in this clause, shall apply *ipso jure*, without prior recourse to judicial proceedings.

5.4 If the Condition Subsequent included in Article 5.1 under (a) is fulfilled, and in the event that the preceding Article 5.2 is not applicable due to the death of both Donees and of the Donor, in the absence of other first-degree descendants of both the Donees and the Donor, in accordance with Articles 953 *et sequentia* of the Luxembourg Civil Code, the right of return shall pass to the Donor's legal successors, to the extent that such provision is permitted by the applicable governing law, and the remainder of the Donated Assets shall be transferred to the subsequent individuals, ranked in descending order of priority hereinafter, as the legal successor(s) of the Donor:

(a) to the Donor's brothers: Mr **Patrick Moock**, born in [redacted], on the twenty-first day of May nineteen hundred and sixty-one (**Patrick Moock**) and Mr **Philippe Moock**, born in [redacted] on the fourteenth day of April nineteen hundred and fifty-eight (**Philippe Moock**), and in absentia:

(b) to the children of Patrick Moock and Philippe Moock.

It is agreed that the present sub-article 5.4 is autonomous with regard to the other sub-articles of the present Article 5, and that it shall, in the event of invalidity under the applicable governing law, be considered as not having been written, and the Donated Assets shall, to the extent that Article 5.2 is inapplicable due to the deaths of both Donees and of the Donor, each without any first degree descendants, become part of the estate of succession pursuant to the applicable governing law of the relevant Party.

The Condition Subsequent also applies to any and all that has replaced the Donated Assets by substitution of property. In the event of a claim, anything that is collected in respect thereof will replace the claim by means of substitution of property.

5.5 The Donees hereby grant an irrevocable power of attorney to the Donor, and in his absence to Patrick Moock, with the power of substitution, to effect such transfer.

6 Fiduciary administration

6.1 Start and end of the fiduciary administration

The Donor places the Donated Assets II of Donee II under fiduciary administration (in Dutch: *Bewind*) as provided for in Article 7:182 of the Dutch Civil Code.

The fiduciary administration commences from the moment this deed is signed and ends:

(a) in the situations specified by Dutch law; and

(b) at the moment the Donee II reaches the age of eighteen (18) years or dies prior to reaching this age.

The fiduciary administration also ends if and to the extent that the fiduciary administrator terminates (part of) the fiduciary administration, because the fiduciary administrator is of the opinion that the Donee II will be able to manage and administer the Donated Assets II in a responsible manner himself.

The termination shall be made in writing with due observance of a period of one (1) month. The notice of termination shall be addressed to the legal representatives of Donee II.

The fiduciary administration is instituted in the interest of the Donee II.

It is hereby declared and confirmed that any and all necessary authorizations and consents required for the purpose of the fiduciary administration as contained in the present Article 5.2 were obtained, in particular, pursuant to this Article 6.1 of the present deed.

6.2 Fiduciary administrator

The Donor is the fiduciary administrator in the fiduciary administration instituted in Article 6.1.

In case the Donor cannot continue to serve as fiduciary administrator, Patrick Moock will serve as fiduciary administrator in the fiduciary administration.

The Donor hereby accepts his appointment as fiduciary administrator.

The fiduciary administrator shall have the right to appoint an additional fiduciary administrator or a substitute fiduciary administrator. This right must be

exercised through a notarial deed to be executed to that end.
In the event that both the Donor and Patrick Moock are unable to continue to serve as fiduciary administrator, Ms N. Dubner will serve as fiduciary administrator in the fiduciary administration.
If a fiduciary administrator is absent without substitution has been provided for, the sub district court judge (in Dutch: *kantonrechter*) will be authorised to appoint a substitute at the request of any party having an interest thereto.

6.3 Power of administration and disposition

The management of the property that is subject to the fiduciary administration will be exclusively entrusted to the fiduciary administrator. He is – among other things – free to decide on the manner of investment or reinvestment of the assets under fiduciary administration, and independently authorised to collect debts.
The fiduciary administrator is authorised to dispose of the property that is subject to the fiduciary administration without requiring the cooperation, permission, authorization or approval of the Donee II, his legal representative(s), or others to do so.
The fiduciary administrator may also act as his own counterparty.

6.4 Voting rights and other control rights

Voting rights and other control and appointment rights attached to shares or other property subject to the fiduciary administration shall be exclusively exercised by the fiduciary administrator.

6.5 Distribution of fruits and capital

The fiduciary administrator is authorised to distribute the balance of the fruits to the Donee II. The remainder of the fruits will be added to the assets under fiduciary administration.
The fiduciary administrator is authorised to make the assets under fiduciary administration available to the Donee II.
The fiduciary administrator determines whether and when a distribution of fruits or capital in the interest of the Donee II is reasonable and desirable.

6.6 Costs and remuneration of the fiduciary administrator

The fiduciary administrator shall not receive a remuneration for his work as fiduciary administrator.
The fiduciary administrator shall be reimbursed from the assets under fiduciary administration for any expenses incurred.

6.7 Obligations of the fiduciary administrator

(a) The fiduciary administrator must administer the assets under fiduciary administration separately from the other assets of the Donee II.

(b) The fiduciary administrator must annually render account to the Donee II on the management conducted by him in the past calendar year. At the end of the fiduciary administration, the fiduciary administrator must also render account to the Donee II.

(c) The fiduciary administrator is exempted from the obligation to provide security.

(d) The fiduciary administrator is not required to register the fiduciary

LOYENS & LOEFF

administration and its appointment in the registers referred to by Dutch law, provided that he will register the fiduciary administration and his appointment in the shareholders' register of the Company.

6.8 Inventory

The inventory of the property subject to the fiduciary administration as at the commencement of the fiduciary administration is contained in this deed.

6.9 Power of attorney

To further effect the fiduciary administration with respect to the Donated Assets II, Ms N. Dubner has appointed the Donor and Patrick Moock as her special attorney, irrevocably, to act in her name and on her behalf with full power of substitution and sub-delegation and each of them authorized and instructed to act as asset administrator on behalf of Ms N. Dubner in her capacity as joint legal representative and holder of parental authority together with the Donor over Ethan to administer the Donated Assets II in accordance with the terms and conditions of this fiduciary administration and as further stipulated in the power of attorney. The Donor and Patrick Moock have executed the power of attorney as well. A copy of the irrevocable power of attorney shall be attached to this deed (***Annex IV***).

7 Costs. No Dutch gift tax. Luxembourg and French taxes

7.1 All costs connected to this deed shall be for the account of the Donor.

7.2 As the Donor does not have Dutch nationality, nor is resident in the Netherlands, nor has been resident in the Netherlands during the year preceding the Donations, no Dutch gift tax is due with regard to the Donations.

7.3 The preceding Donations are in principle not subject to any Luxembourg taxes and/or registration fees (*droits d'enregistrement*). Any and all Luxembourg taxes and registration fees (*droits d'enregistrement*) which may apply to the Donation shall be borne in full by the Donor.

7.4 The preceding Donations are subject to gift tax in France in relation to the situs of underlying assets held by ETHO (*droits de mutation à titre gratuit*). Any and all French taxes (*droits de mutation à titre gratuit*) which may apply to the Donation shall be borne in full by the Donor.

8 Power of attorney

The Donor and the Donees hereby grant full and irrevocable power of attorney to each other, and the Donor and the Donees each hereby grant full and irrevocable power of attorney to ETHO and to each management board member of ETHO, to each of such individuals and legal entities severally, with the right of substitution, to effect all formalities and transactions referred to in this deed, including but not limited to any and all formalities and registrations required under Article 7.3 of the present deed.

9 Disputes

9.1 The Parties will attempt in good faith to resolve promptly through negotiation any claim or controversy arising out of or relating to the Donations. If a claim or controversy should arise, (representatives) of the Parties shall meet at least once and will attempt in good faith to resolve the dispute. For such purpose, a Party may request the other Parties to meet within fifteen (15) days at a

mutually agreed upon time and place.

9.2 If it is, or appears to be, impossible to resolve a claim or controversy arising out of or relating to the Donations and/or any other claims or controversies in connection with this deed, in the manner as prescribed in Article 9.1, such dispute shall be submitted to the competent court in the City of Luxembourg (*tribunal d'arrondissement du Luxembourg*).

9.3 Without prejudice to the foregoing provision of Article 9.2, if it is, or appears to be, impossible to resolve a claim or controversy arising out of or relating to the fiduciary administration pursuant to Article 5.2 of this deed in the manner as prescribed in Article 9.1, such dispute shall be submitted to the competent court in the Netherlands.

10 Applicable law

10.1 The form of this deed is governed by Dutch law.

10.2 The provisions applicable in respect of the Donations shall be solely governed by and construed in accordance with the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, provided that provisions applicable in respect to the fiduciary administration pursuant to Article 5.2 of this Deed shall be governed by and construed in accordance with Dutch law, all without prejudice to any applicable provisions of mandatory law under any other jurisdiction involved.

10.3 The transfer of the Shares as well as the establishment of the Right of Usufruct are exclusively governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg.

10.4 Notwithstanding the foregoing, and in the event that the Donor and/or one of the Donees should die in a place of residence other than the Grand-Duchy of Luxembourg, the provisions of the present deed arising from the law of succession, including but not limited to the provisions of Article 5 of the present deed, are to be construed in accordance with the laws of the country of residence of such Party, and the meaning closest to such provisions in accordance with the intent of the Donor shall be applied in order to render such provisions enforceable and valid.

11 Severability

11.1 If any provision of this deed, or the application of such provision to any person or circumstance or in any jurisdiction, will be held to be invalid or unenforceable to any extent:

(a) the remainder of this deed will not be affected thereby, and each other provision hereof will be valid and enforceable to the fullest extent permitted by the applicable governing law;

(b) as to such person or circumstance or in such jurisdiction such provision will be reformed to the meaning closest to such provision in light of the intent of the Parties to be valid and enforceable to the fullest extent permitted by law; and

(c) the application of such provision to other persons or circumstances or in other jurisdictions will not be affected thereby.

11.2 If any provision proved to be invalid or unenforceable, the Parties will replace the invalid of unenforceable provision by a valid new one, having economic effect as close as possible to the invalid or unenforceable provision.

LOYENS & LOEFF

Final statement

The persons appearing, acting as stated, have declared:

(a) to acknowledge that neither Jacobus Leendert Dirk Jan Maasland, civil-law notary, officiating in [redacted], nor his deputy, substitute or successor in office (**Notary**), nor Loyens & Loeff N.V., a public company under Dutch law, having its official seat in Rotterdam, the Netherlands (**Loyens & Loeff N.V.**), have been involved with respect to any tax advice regarding the legal acts set out in this deed;

(b) to acknowledge that neither the Notary nor Loyens & Loeff N.V. has been involved with respect to any legal advice that relates to another jurisdiction than the Netherlands regarding the legal acts set out in this deed; and

(c) to indemnify the Notary and Loyens & Loeff N.V. and to hold the Notary and Loyens & Loeff N.V. harmless from and against any and all liability, which may arise as a result of this deed under any other jurisdiction than the Netherlands.

End

The persons appearing are known to me, civil-law notary.

This deed was executed in [redacted], on the date stated in the first paragraph of this deed.

The contents of the deed have been stated and clarified to the persons appearing.

The persons appearing have declared not to wish the deed to be fully read out, to have noted the contents of the deed timely before its execution and to agree with the contents.

After limited reading, this deed was signed first by the persons appearing and thereafter by me, civil-law notary.

(was signed).

ISSUED FOR TRUE COPY
with due observance of the deed of proceedings
of a clerical error, as referred to in Section 45
paragraph 2 Notaries Act, executed on 3 July 2024.

mr. J.L.D.J. Maasland
Notaris te Amsterdam

[redacted]